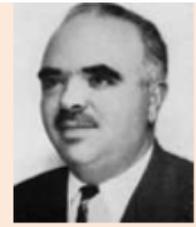




Nouvelles IED

**n° 24****2 décembre 2016**

A l'assemblée générale 2016 de l'IED, le 2 novembre 2016, une page d'histoire du PSU :



**Michel ROCARD, successeur d'Edouard DEPREUX
au secrétariat national du PSU au Congrès de juin 1967**

Introduction au débat par Jean-François MERLE, président de l'IED

L'accession de Michel Rocard aux fonctions de secrétaire national du PSU, en juin 1967, n'était pas écrite d'avance. Soucieux de préparer sa succession à la tête d'un parti composite, dont les différentes familles constitutives étaient souvent perçues comme autant de féodalités, Édouard Depreux avait, en juin 1965, au congrès de Gennevilliers, sollicité le renouvellement de son mandat en précisant que ce serait le dernier. Il avait aussi proposé la désignation de Gilles Martinet comme secrétaire national adjoint et n° 2 du PSU. C'était, dans son esprit, l'avant-dernière marche avant sa succession : « *J'ai pensé que Gilles Martinet était l'homme le plus qualifié pour remplir les fonctions de secrétaire national à partir de 1967. Il a été un des fondateurs du parti. Il en a connu les forces et les faiblesses. [...] À cette époque, il se situait politiquement dans l'axe du Parti.*¹ » Selon Depreux, Marc Heurgon, consulté, avait avalisé ce choix.

Deux évènements majeurs allaient, en replaçant la question de la stratégie d'autonomie du PSU au centre du débat, remettre en question ce schéma pré-établi. Le premier fût l'élection présidentielle de décembre 1965, qui installa François Mitterrand dans la position de rassembleur de la gauche et de premier opposant au régime gaulliste. Le second fût l'émergence, dans la foulée de l'élection présidentielle, de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) et les résultats encourageants qu'elle obtint au second tour des élections législatives de mars 1967².

Pour un certain nombre des fondateurs du PSU, parmi lesquels Pierre Bérégovoy, Jean Poperen mais aussi Gilles Martinet, ces deux évènements, et les évolutions qu'ils traduisent, signent la fin de la mission historique du PSU : « *Le combat contre la guerre d'Algérie avait suscité de trop grands espoirs. Il faut maintenant choisir entre deux voies : ou pousser plus avant la définition d'une ligne originale, ou se consacrer essentiellement à la réalisation de l'union de la gauche. Le choix n'est*

¹ Édouard Depreux, *Servitude et grandeur du PSU*, Syros, Paris (1974), p. 197

² Ces élections législatives virent aussi l'élection de quatre députés sous l'étiquette PSU : Roger PRAT (Finistère), Yves LE FOLL (Côtes-du-Nord), Guy DESSON (Ardennes) et Pierre MENDES FRANCE (Isère).

évidemment pas aussi simple. Les partisans de la première option ne rejettent nullement la perspective de l'union de la gauche. Mais ils veulent développer, aux côtés des partis dits traditionnels, un courant politique de renouveau, qui représenterait plus particulièrement les "couches nouvelles" et qui s'affirmerait "au-delà de l'opposition historique entre le bolchevisme et la social-démocratie".³ »

Gilles Martinet raconte, dans son livre de souvenirs *Cassandra et les tueurs*, que dès 1965, pour éviter l'isolement auquel le PSU lui paraissait condamné, il avait proposé à la direction du PSU un plan en trois étapes : « 1. Faire la démonstration de l'importance du courant que nous représentons. Ce sera le colloque de Grenoble. / 2. Nous entendre avec la FGDS sur une répartition des circonscriptions pour les élections de 1967. / 3. Entamer des pourparlers sur les conditions de notre éventuelle adhésion à la FGDS. ⁴ » Le troisième volet de ce plan suscite l'hostilité aussi bien des responsables du PSU issus de la SFIO, au premier rang desquels Edouard Depreux, que des militants d'origine chrétienne venus à la politique en réaction à la guerre d'Algérie. Il est donc décidé de mettre en œuvre les deux premières étapes et de ne se prononcer sur la troisième qu'après les élections législatives de 1967.

Lorsqu'au printemps 1967 la question des relations avec la FGDS revient au centre des débats, il apparaît que Gilles Martinet, pour la première fois depuis 1960, et bien que majoritaire au bureau national, ne se situe plus « dans l'axe du parti ». La formule imaginée par Depreux pour sa succession n'est plus envisageable. Qui, alors, pour lui prendre la suite ? La solution Rocard n'était pas évidente : après tout, il n'était membre du bureau national que depuis deux ans à peine et, si ses interventions au colloque de Grenoble avaient été remarquées, il ne faisait pas partie des figures historiques du parti. « Est-ce Heurgon, permanente "éminence grise" qui, le premier, a pensé à Georges Servet qui, sortant de la demi-clandestinité à laquelle ses fonctions l'astreignaient, allait reprendre son nom de Michel Rocard ? Est-ce moi ? se demande Edouard Depreux. Ma mémoire est incertaine sur ce point. ⁵ »

D'une manière ou d'une autre, Michel Rocard a su tirer parti des circonstances : c'est « à partir du PSU qu'il voit se redessiner cette gauche nouvelle qu'il a rencontrée à Grenoble. Un PSU dont la direction lui apparaît, pour la première fois, à portée de main. La génération des "pères fondateurs" semble prête à prendre une retraite tranquille dans le giron de la FGDS. Leur place est disponible. ⁶ » Trois personnes vont, semble-t-il, le conforter dans sa démarche. En premier lieu, Pierre Mendès France qui ne veut pas entendre parler d'un regroupement avec la FGDS : la gauche devait poursuivre l'aggiornamento intellectuel et théorique rendu nécessaire par les grandes évolutions du pays et du monde ; la FGDS dominée par la SFIO en était selon lui incapable et le PSU demeurait le « creuset » indispensable de ce travail. Ensuite, Marc Heurgon, qui sait que sa personnalité d'apparatchik peut difficilement lui permettre de prétendre à la première place : « Le PSU allait être privé de ses dirigeants les plus connus. Michel Rocard jouissait d'une certaine notoriété depuis les colloques de Grenoble, et il avait la confiance du courant chrétien. » Enfin, Hubert Prévôt qui partageait avec lui le sentiment que la SFIO allait continuer à s'étioler et qu'un ralliement trop précoce n'aurait pour résultat que la dilution des efforts de rénovation de la gauche engagés depuis 1960.

Mais l'hétérogénéité de la coalition majoritaire du congrès de 1967 porte en elle les germes de ses faiblesses futures. D'un côté, les anciens de la SFIO, pour qui la rupture avait été une épreuve, et qui se montraient d'autant plus orthodoxes au plan doctrinal qu'ils voulaient légitimer leur dissidence aux yeux de leurs camarades restés fidèles à la vieille maison. D'un autre côté, une majorité des anciens de l'UGS, qui n'avait pas suivi Gilles Martinet, et pour qui le renouveau du

³ Gilles Martinet, *Cassandra et les tueurs*, Grasset, Paris (1986), p. 136

⁴ Gilles Martinet, *ibid.*, p. 138

⁵ Édouard Depreux, *ibid.*, p. 206

⁶ Kathleen Evin, *Michel Rocard ou l'art du possible*, Jean-Claude Simoen, Paris (1979), p. 75

socialisme passe par la prise en compte des aspirations des « couches nouvelles » dans la réflexion sur la dévolution du pouvoir dans l'entreprise et dans la société. En troisième lieu, enfin, Mendès et ses fidèles, qui espéraient un Bad Godesberg de la gauche non communiste et, débarrassée de ses oripeaux marxistes, l'affirmation d'une social-démocratie de type scandinave.

Si les tenants de la ligne autonomiste au congrès de juin 1967 poursuivaient des visées doctrinales fort éloignées les unes des autres, ils avaient également des objectifs stratégiques de long terme bien différents : pour les uns, la construction du parti révolutionnaire restait la finalité principale, pour les autres, au nombre desquels Michel Rocard, il s'agissait de poursuivre le renforcement du PSU pour être en mesure de peser davantage sur le renouvellement doctrinal et sur la recomposition de la gauche non communiste. Gilles Martinet met sur le compte de la sensibilité chrétienne l'échec de sa tentative et ce qu'il qualifie, non sans ressentiment, de « majorité négative » : « *Il lui faut un chef. Ce sera Michel Rocard. Il est protestant et non pas catholique. Mais sa formation est profondément chrétienne. Sa façon de parler, ce style scout et juvénile parsemé de formules empruntées au vocabulaire de l'énarchie, répondent à la sensibilité de la majorité du PSU. C'est, au niveau du discours, le mariage de l'idéalisme et de la technicité. La "vieille gauche" est attaquée sur ses deux ailes. D'un côté, au nom d'une "culture" libertaire. De l'autre, au nom de l'efficacité économique.*⁷ »

La nouvelle majorité du PSU, soucieuse de ne pas se laisser enfermer dans la seule question des alliances, met l'accent sur les différences programmatiques qui l'oppose à la FGDS. Le PSU met en avant « *une politique de développement et de l'emploi, et non le refus du progrès technique (Michel Rocard souligne, devant le congrès, que plusieurs députés FGDS sont membres de l'Amicale parlementaire des petites et moyennes entreprises⁸) ; une politique de rigueur monétaire, et non l'inflation ; une politique de l'urbanisme prônant les regroupements de communes et une réforme profond de la fiscalité, et non la défense de structures vieillies et dépassées ; une politique agricole fondée sur le progrès, et non pas rétive à son égard ; une politique extérieure axée sur la vision d'une Europe totalement libérée des Etats-Unis, et non pas atlantique.*⁹ »

Le refus de l'intégration au sein de la FGDS n'interdit pas pour autant une démarche de dialogue avec les autres forces politiques et sociales, non sans maladresses. Ainsi, la proposition faite au Parti communiste, en janvier 1968, « *d'examiner ce que devrait être un programme d'action et de gouvernement commun à toutes les forces ouvrières et démocratiques* » fait-elle long feu, le PCF ne se servant du PSU que pour aiguillonner la FGDS avec qui l'élaboration d'une plate-forme commune est déjà avancée. Plus important, la volonté de la nouvelle direction du PSU de définir un nouveau type de relations avec ce que l'on n'appelle pas encore la « société civile », mouvement associatif et organisations syndicales.

Michel Rocard lui-même avait-il avec la démarche de Gilles Martinet un désaccord de fond ou seulement de circonstances ? Gilles Martinet écrira, vingt ans plus tard : « *Je lui reproche d'avoir, alors qu'il ne pensait pas différemment de moi, entraîné (et dans certains cas, suivi) des milliers de militants sur un chemin qui ne menait nulle part et qu'il devait finalement abandonner, avec une partie de ses compagnons, à l'automne 1974.*¹⁰ » Cette perception est corroborée par un témoignage de Jean-François Kesler, proche de Gilles Martinet, à qui Rocard avait confié, à l'issue du congrès : « *Gilles a raison. Je rejoindrai la FGDS quand j'aurais fait de ce parti ce qu'il doit être.*¹¹ » Pourtant,

⁷ Gilles Martinet, *ibid.*, p. 143

⁸ Pierre Mendès France, pour sa part, confiait en sortant de réunions du groupe parlementaire de la FGDS : « *Je crois être chez les poujadistes* » (cf. Kathleen Evin, *ibid.*).

⁹ Roland Cayrol, *Histoire et sociologie d'un parti*, in *Le PSU et l'avenir socialiste de la France*, Editions du Seuil, Paris (1969), p. 31

¹⁰ *Ibid.*, p. 144

¹¹ Robert SCHNEIDER, *Michel Rocard*, Stock, Paris (1987), p. 130.

au-delà des désaccords tactiques sur le moment le plus opportun pour opérer le rapprochement de ce qui était encore la gauche non communiste, subsiste un clivage fondamental sur la capacité de la FGDS à porter le renouvellement de la pensée socialiste : « *Il ne faut pas demander la permission d'aller s'asseoir à la table verte, proclame Rocard à la tribune du congrès, mais forcer la porte en posant les problèmes que, sans cela, on nous demanderait de ne pas poser.* »¹²»

Quelques extraits non exhaustifs du débat qui a suivi :

Georges Gontcharoff fait état de ses souvenirs personnels de l'époque, alors qu'il était secrétaire de la fédération de Seine-banlieue et membre du Comité Politique National (CPN) du PSU : pour lui, Rocard a plutôt été choisi par défaut, alors même que Depreux le trouvait un peu trop jeune pour le poste, et parce qu'il n'était pas possible que Marc Heurgon soit lui-même candidat, compte tenu de l'image bureaucratique, voire manipulatrice, à laquelle il était associé. Il pense que M. Rocard a su saisir l'opportunité qui se présentait à lui, non sans arrière-pensées sur l'avenir ; de ce point de vue il estime qu'il a bien su jouer sa carte en 1967.

Bernard Ravenel rappelle lui aussi que Gilles Martinet aurait pu être désigné comme secrétaire général deux ans auparavant, au congrès de 1965, mais que, selon lui, Edouard Depreux lui avait alors demandé de lui laisser effectuer un dernier mandat ; ce qui a fait l'échec de l'option choisie par ce qui constituait alors la majorité de la direction du PSU (BN comme CPN) c'est le fort sentiment anti-SFIO qui animait la base militante du PSU.

Roger Barralis, qui assistait en 1966/67 aux séances du CPN du PSU au titre du secrétariat national étudiant, témoigne du fait que Martinet croyait alors à la possibilité d'une forte pénétration du PSU dans la FGDS, estimant même que « dans 50 départements, nous pouvons être les leaders ». La relation Rocard – Heurgon était alors basée sur une très forte complicité politique et humaine, et le duo qu'ils formaient disposait d'une très grande connaissance du parti, Heurgon par l'organisation, et Rocard par la formation. Il faut aussi rappeler qu'en 1967 les étudiants, dont Marc Heurgon était le responsable attitré au bureau national, constituaient 10 à 15% des 10 000 adhérents du Parti.¹³

Jean-François Kesler fait valoir que le résultat du congrès de 1967 paraissait acquis à Gilles Martinet dès lors qu'une très large majorité du bureau national (à trois exceptions près) s'était prononcée dans son sens. C'était compter sans le « patriotisme de parti » qui, à partir de motivations d'origines diverses (refus des anciens de la SFIO de se retrouver aux côtés de Guy Mollet, méfiance des militants d'origine chrétienne vis-à-vis de la politique traditionnelle incarnée par la FGDS, hostilité de la gauche du PSU à l'égard d'une stratégie uniquement parlementaire) a contribué à dégager une majorité favorable à l'autonomie du PSU. Il souligne aussi le rôle joué par la motion 3, animée notamment par Gilbert Mathieu et Jean Verlhac, qui a bénéficié des « conseils » de Marc Heurgon...

Interviennent aussi dans le débat Jean-Pascal Bonhotal, Louis Jouve, Jean-François Laval, Jacques Lévy, Gérard Pringot et Jean Thenaisy. Jean-François Merle conclut en indiquant que l'IED verserait les éléments ainsi rassemblés au contenu de la journée d'études sur « Michel Rocard au PSU » prévue par l'ITS en 2017.

¹² *Ibid.*, p. 129.

¹³ 9 807 cartes recensées au titre de 1966, et annoncées pour le congrès de 67

flash sur l'Assemblée générale 2016 de l'IED

2 novembre 2016

L'Assemblée générale annuelle de l'IED, réunie le 2 novembre au siège de l'association 40 rue de Malte, a été ouverte par le rapport d'activité du Président, Jean-François Merle. Celui-ci a souligné que la précédente assemblée générale, tenue il y a exactement un an, le 4 novembre 2015, fut un succès important grâce à la participation de Michel ROCARD, venu nous parler de son dernier livre *Suicide de l'Occident, suicide de l'Humanité ?*¹⁴ ; plusieurs dizaines de participants, un auditoire actif : la dernière présence de Michel Rocard à l'Institut Edouard Depreux aura marqué les esprits et provoqué un regain d'intérêt pour l'Institut.

Depuis cette AG, les activités spécifiques de l'IED ont été réduites en raison de la concentration des efforts de ses membres au profit du développement de l'Institut Tribune Socialiste ; en outre, le premier semestre 2016 a vu la concrétisation du chantier de la rénovation des locaux du 40 rue de Malte, auquel des membres du bureau IED ont apporté une participation active. Ce chantier a débouché sur l'inauguration le 29 septembre de l'espace-accueil « le Maltais rouge » dans lequel se tient l'assemblée générale 2016. Cet espace a commencé à fonctionner dès la rentrée, et il est déjà en pleine activité ; dans un premier temps, il équilibrera partiellement ses comptes par les contributions apportées à la mise à disposition de ce lieu de réunion, le déficit de fonctionnement étant comblé paritairement par les ATS et l'ITS, qui le gèrent conjointement.

L'année 2016 a notamment été marquée par la disparition de deux de nos camarades, membres de notre conseil d'administration : Jacques SALVATOR (11 mars 2016) et Michel ROCARD (2 juillet 2016) ; l'IED a participé financièrement, dans le cadre de l'ITS – commun aux Amis de Tribune Socialiste et à l'Association Victor Fay - aux initiatives correspondantes : gerbe de fleurs des anciens du PSU pour Jacques Salvator et faire-part dans le journal « Le Monde » pour Michel Rocard¹⁵), mais aussi physiquement, par la présence de plusieurs de ses membres aux manifestations publiques qui ont eu lieu lors des obsèques.

Trois numéros du bulletin « Nouvelles de l'IED » ont été publiés en 2016 :

- n° 21 : 10 janvier 2016 : « 31 mars 1955 : Edouard Depreux met en garde contre les dérives de l'état d'urgence » ; ce numéro, qui souhaitait marquer l'actualité de la pensée et de l'action d'Edouard Depreux par rapport aux décisions prises par le gouvernement à la suite des attentats terroristes du 13 novembre 2015, a suscité de nombreuses réactions approuvatives parmi les destinataires du bulletin ;

¹⁴ *Suicide de l'Occident, suicide de l'Humanité ?* Michel Rocard – Flammarion 2015 – 430 pages - 22,90 euros



¹⁵ **Le faire-part**, paru à deux reprises dans « Le Monde » datés des 7, puis 8 juillet 2016, et dédié à **Michel Rocard Secrétaire national du PSU de 1967 à 1973**, l'évoquait par ces mots *Au-delà des chemins différents que les uns et les autres ont parcouru, ils saluent l'homme de conviction et d'engagement à qui les responsabilités de l'Etat n'ont jamais fait oublier la fraternité militante.*

- n° 22 : 3 juillet 2016 : « L'IED rend hommage à Michel ROCARD » ; ce numéro, paru le lendemain du décès de Michel Rocard, contenait sa notice biographique du Dictionnaire MAITRON (co-rédigée par notre Président, Jean-François Merle), et publiait un communiqué de l'IED qui mentionnait notamment :

- «il était aussi membre de notre conseil d'administration.
- Secrétaire national du Parti Socialiste Unifié, il avait incarné dans les années 60 le renouvellement du socialisme prôné par son prédécesseur direct, Edouard Depreux.
- L'IED présente ses plus vives condoléances aux proches de Michel et salue avec émotion la mémoire de celui qui a incarné les plus grandes valeurs morales et politiques, comme militant et comme homme d'Etat, dans une rare fidélité à ses convictions. »

- n° 23 : 23 octobre 2016 : annonce de l'assemblée générale, et de son thème de discussion : « Michel Rocard, successeur d'Edouard Depreux au secrétariat national du PSU en 1967 » ; ce numéro contient également le texte de l'intervention de Bernard Ravenel lors de l'inauguration à Paris le 3 septembre 2016 de la place Robert Verdier.

En conclusion de sa présentation du rapport d'activité, le Président a rappelé que l'IED représente bien, au sein du regroupement effectué par l'Institut Tribune Socialiste, la composante politique et humaine très diversifiée de la première décennie d'existence du PSU, et ce même si, les années passant, les témoins directs en disparaissent peu à peu, ainsi que cela vient encore d'être le cas cette année.

Les rapports d'activité et financier ont été adoptés à l'unanimité ; de même ont été élus ou réélus à l'unanimité au Conseil d'administration Georges GONTCHAROFF, Bernard GRINFELD, Jean-François KESLER (qui est aussi Président d'honneur de l'Institut), Jean LE GARREC, Gilles MORIN, Régine PRINGOT et Bernard RAVENEL ; enfin, pour remplacer Jean-François Kesler au conseil d'administration de l'ITS, dont il était sortant cette année, et auquel il ne se représentait pas (pour se consacrer au Conseil scientifique de l'ITS), l'assemblée a élu à l'unanimité Jean-Pascal BONHOTAL, secrétaire-adjoint de l'IED.

=====

Pour adhérer / réadhérer à l'IED en 2017

Cotisation : 10 euros (ou 30 avec reçu fiscal)

Chèque à l'ordre de : Institut Edouard Depreux

à adresser au trésorier : Louis JOUVE - 83 rue de Rennes - 75006 PARIS

Vous avez des documents sur le PSU, vous souhaitez participer à l'enrichissement du fonds documentaire de l'ITS, vous souhaitez participer à un groupe de travail, soutenir

financièrement l'ITS, contactez l'Institut Tribune socialiste

40 rue de Malte 75011 Paris - Tél. 06 45 69 41 28 - contact@institut-tribune-socialiste

faites un don à l'ITS



Consultez le site de l'ITS : <http://www.institut-tribune-socialiste.fr>